

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
12 septembre 2003
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 26 août 2003, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Secrétaire général**

J'ai l'honneur de me référer au paragraphe 2 de l'article 13 *bis* du Statut du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, qui est ainsi libellé :

« Si le siège de l'un des juges permanents élus ou nommés conformément au présent article devient vacant à l'une des Chambres, le Secrétaire général, après avoir consulté les Présidents du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, nomme une personne réunissant les conditions indiquées à l'article 13 du Statut pour siéger jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur. »

À ce propos, permettez-moi de vous rappeler qu'ayant été nommé juge à la Cour pénale internationale, Claude Jorda, juge de nationalité française, a démissionné du Tribunal pénal international avec effet au 1er octobre 2003.

Le Gouvernement français a présenté la candidature de M. Jean-Claude Antonetti, dont vous trouverez ci-joint le curriculum vitae, pour remplacer M. Jorda (voir annexe).

Il me semble que M. Antonetti réunit les qualifications prévues à l'article 13 du Statut du Tribunal pénal international. De plus, sa nomination irait dans le sens de la représentation adéquate des principaux systèmes juridiques du monde, demandée au paragraphe 1 c) de l'article 13 *bis* du Statut.

Je voudrais, par conséquent, vous consulter concernant la nomination de M. Antonetti, comme le prévoit le paragraphe 2 de l'article 13 *bis* du Statut et attends avec intérêt de recevoir vos vues sur la question.

(Signé) Kofi A. Annan



Annexe

[Original : français]

Curriculum vitae**Jean-Claude Antonetti**

Né le 13 juillet 1942 à Pau (France)

Marié, deux enfants

Diplômes

- Licence d’histoire géographique
- Maîtrise de sciences politiques
- Auditeur de justice à l’École nationale de la magistrature
- Auditeur de la trente-septième session nationale de l’Institut des Hautes Études de défense nationale

Activités nationales

1er novembre 1964- 1er janvier 1973	Instituteur en Seine-Saint-Denis et à Paris
1er janvier 1973- 1er février 1977	Attaché d’administration centrale du Ministère de l’intérieur (Préfecture de Paris)
21 janvier 1977	Substitut du Procureur de la République près le Tribunal de grande instance d’Evry (91)
20 décembre 1979	Magistrat à l’administration centrale du Ministère de la justice <ul style="list-style-type: none"> – Affecté au bureau de la détention de la direction de l’administration pénitentiaire – Chef de cabinet du Directeur de l’administration pénitentiaire (MM. Dablanc et Zakine) – Chef de cabinet du Directeur des affaires civiles et du Sceau (M. Denoix de Saint-Marc) – Affecté au bureau du droit international de la direction des affaires civiles et du Sceau
1er octobre 1982	Chef du service de la législation étrangère au Ministère de la justice
1983-1984	Rapporteur à la Commission des recours des réfugiés politiques

1984-1er octobre 1986	Conseiller juridique au secrétariat général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SGCI) (Mme Elisabeth Guigou)
1er octobre 1986	Chargé de mission au cabinet du garde des Sceaux, Ministre de la justice et Chef du Service de la communication du Ministère de la justice (M. Albin Chalandon)
8 septembre 1987	Procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Senlis (60)
21 octobre 1991	Vice-Président du Tribunal de grande instance de Paris
9 juin 1995	Conseiller technique chargé de la justice et des droits de l'homme au Cabinet du Premier Ministre (M. Alain Juppé)
1er avril 1998	Conseiller technique chargé de la justice à la présidence de la République (M. Jacques Chirac)
4 juillet 2002	Président de la chambre à la Cour d'appel de Paris

Décorations

Médaille pénitentiaire

Médaille de la protection judiciaire de la jeunesse

Chevalier de l'Ordre national du mérite

Activités internationales

1980	Mission d'étude au Québec sur la délinquance des jeunes (Office franco-québécois pour la jeunesse)
1981	Mission d'étude du système pénitentiaire américain (États-Unis d'Amérique et Canada)
1982	Chef du service de législation étrangère du Ministère de la justice
1983	Membre de la délégation française à la Conférence UNIDROIT à Genève sur la représentation commerciale
1983-1984	Magistrat au Bureau du droit international du Ministère de la justice <ul style="list-style-type: none"> – Suivi des dossiers internationaux (droit international privé et droit public international) – Cour européenne des droits de l'homme

1984-1986	Conseiller juridique au SGCI – Suivi des dossiers européens (Conseil européen, Conseil justice et affaires intérieures) – Direction de l'équipe juridique de révision du Traité de Rome (Acte unique) – Préparation des mémoires de la France devant la Cour de justice des Communautés européennes à Luxembourg
1986-1987	Chargé de mission au cabinet du garde des Sceaux pour le suivi des dossiers internationaux
1987-1991	Jugements de dossiers de terrorisme (Armée républicaine irlandaise, Iraniens, Kurdes)
Mai 1994	Observateur électoral pour l'Organisation des Nations Unies au Salvador
1996-1997	Suivi au cabinet du Premier Ministre de dossiers judiciaires à connotation internationale : – Extraditions – Entraide judiciaire internationale – Spoliation des biens juifs – Emprunts russes – Terrorisme
Depuis 1998	Suivi au cabinet du Président de la République de dossiers judiciaires nationaux et internationaux
Langues étrangères	Espagnol, anglais